

Introduction au débat

« La précarité des journalistes à Tours et alentours »

Jeudi 5 avril 2018, 20h

Foyer des jeunes travailleurs, Tours

Remerciements pour être venus nombreuses et nombreux.

Comme certains d'entre vous le savent, la France insoumise de Tours s'intéresse vivement à la question des médias. Non seulement pour contester, comme nous l'avons fait lors du lancement de l'enquête sur les journalistes les plus en vue, les stars du système médiatique, mais aussi et surtout pour dénoncer les conditions de plus en plus difficiles de l'exercice du métier de journaliste, et d'entrée dans la profession qui nuisent à la qualité de l'information. C'est pour cette raison que nous avons organisé cette réunion que nous vous proposons de structurer en trois moments :

- 1/ Qu'est-ce que la précarisation dans le journalisme et, plus largement, dans tous les métiers de la presse ?
- 2/ Quelles en sont les conséquences sur les journalistes, leur vie, leur liberté d'expression, le contenu de l'information elle-même ?
- 3/ Comment pouvons-nous, ensemble, sortir de cette situation ?

On va être brefs, pour laisser la parole aux journalistes chevronnés ou apprentis présents. Pour introduire cette soirée, on va juste vous présenter quelques chiffres et idées-clés sur les trois moments de cette soirée.

1/ Qu'est-ce que la précarisation dans le journalisme et, plus largement, les métiers de la presse ?

Quelques chiffres pour commencer, qui permettent de dresser un état des lieux et mesurer ce qu'est la précarisation de la profession :

Sur les 35 000 cartes de presse attribuées : près de 25% sont pigistes ou en CDD, ils n'étaient que 18% il y a 10 ans.

Plus alarmant encore, l'entrée dans la profession se fait de plus en plus sous statut précaire, à tel point que 61% des jeunes journalistes sont aujourd'hui sous statut précaire (piges, CDD) alors qu'il y a 10 ans, ils étaient en CDI pour 66% d'entre eux.

A quoi il faut ajouter que les femmes restent majoritaires dans la catégorie pigiste/CDD.

Pour les jeunes journalistes, le souhait de ne pas poursuivre sa carrière augmente très vite depuis une dizaine d'années : en cinq ans, de 2011 à 2015, on est passé de 2% à 14% et ça continue, malgré l'engouement, l'enthousiasme naturel dont font preuve les entrants.

Il faut aussi souligner que, dans les Ecoles de journalisme les frais d'étude sont de plus en plus exorbitants : CFJ (centre de formation des journalistes à Paris – 5000 euros par année en 2013), ESJ Ecole supérieure de journalisme de Lille (4500 euros par année en 2013), l'institut pratique du journalisme de Paris (5000 euros l'année en 2013).

Et encore, ces chiffres ne concernent que ceux qui sont titulaires de la carte, auxquels il faut ajouter tous les journalistes qui pratiquent le métier sans être titulaires de la carte.

Ce qui se passe en fait est une uberisation croissante du métier. Les formes de précarisation se multiplient : journaliste auto-entrepreneur forcé, abus du contrat à durée déterminée d'usage et du statut d'intermittent du spectacle, paiement au droit d'auteur, mise en concurrence sur un seul papier ou reportage dont l'heureux élu sera le seul payé, utilisation des correspondants locaux de presse qui servent souvent de journalistes « low cost », photographes non rémunérés sous prétexte que leurs photos leur font de la publicité ou paiement d'une seule photo mais publication de plusieurs, non-respect du barème des piges, règlement au signe ! de nombreux rédacteurs sur internet, sans oublier les relances qu'il faut faire pour retards de paiement, les stages gratuits et on en oublie !

Bref, les journalistes et tous les métiers de la presse sont fondamentalement logés à la même enseigne que l'ensemble de la population dont les acquis sociaux, les statuts, etc. sont violemment attaqués. En fait, et même s'il reste encore fort heureusement une bonne partie de journalistes en CDI (mais pour combien de temps ?), c'est bien le salariat et toutes les garanties qui lui sont attachées, c'est bien l'existence même des collectifs de travail qui sont peu à peu grignotés, remis en cause dans la profession, comme dans tous les secteurs public ou privé.

2/ Deuxième question : quelles sont les conséquences de cette situation pour le moins alarmante sur les journalistes, leur vie quotidienne, leur liberté d'expression, le contenu et la qualité de l'information elle-même ?

Il faut d'abord bien prendre conscience que la Charte d'éthique professionnelle des journalistes (quelques copies sur la table), telle qu'elle a été rédigée en 1918, et revue en 1938 et 2011, n'est pas respectée. Elle indique en effet, parmi bien d'autres principes, que « *la sécurité matérielle et morale est la base de l'indépendance du journaliste. Elle doit être assurée, quel que soit le contrat de travail qui le lie à l'entreprise.* »

Plus concrètement, les témoignages d'une très grande difficulté voire impossibilité à faire correctement son métier de journaliste se multiplient. A l'image, entre mille exemples, de ces quelques mots extraits du journal « Profession journaliste » (organe CFTD) : « *Rechercher ou recueillir l'information, la vérifier, bien la mettre en forme et lui donner du sens pour le grand public doivent rester les clés du métier (...). Encore faut-il que nous en ayons les moyens. Pas assez nombreux, pressés par le temps, privés de réflexion collective, vivant avec des statuts précaires aux lendemains incertains, devant donner en même temps du texte, du son, de l'image et de la matière pour le buzz, comment pouvons-nous faire face dans le respect des faits, à l'attente des lecteurs (papier ou numérique), auditeurs, téléspectateurs, bref du public ?* »

Mais on peut aussi ajouter bien d'autres répercussions néfastes de cette précarité grandissante :

- Pressés par le temps, les journalistes se copient les uns les autres, ce qui conduit à une uniformisation de l'information et un appauvrissement de la réflexion,
- En difficulté pour leur survie même, ils sont conduits à voir leur fonction critique se réduire au profit d'une fonction de communication, ce qui fait qu'ils remplissent des pages ou des tuyaux (comme l'on dit familièrement) et que moins de la moitié d'entre eux, 46%, déclarent aujourd'hui avoir le sentiment de contribuer à une information de qualité,
- Mis en concurrence les uns avec les autres, ils sont de plus en plus tentés de satisfaire à la dictature de l'audimat, du buzz, du sensationnel, de l'émotion, qui pourrait, peut-être !, les extraire de leur condition précaire,
- Par peur enfin, comme n'importe quelle autre catégorie sociale, de ne pas conserver leur emploi ou de ne pas faire leur entrée dans la profession, ils sont nombreux à ne pas faire valoir leurs droits et à se plier au diktats de certaines agences de presse, de rédactions, de journalistes passablement cyniques, qui voient en eux une main d'œuvre à bon marché.

Bon, on arrête là sur cette deuxième thématique car c'est surtout à vous, journalistes ou étudiants en journalisme, de témoigner de ces conditions, de vos espoirs comme de vos désillusions. Et on passe pour finir à la troisième et dernière question.

3/ Comment pouvons-nous ensemble sortir de cette situation ?

Pour faire, là encore, le plus bref possible, nous nous limiterons à deux conseils :

D'abord, allez lire non pas seulement le livret thématique de la France Insoumise (des exemplaires sur la table) mais aussi quantité d'autres documents de syndicats (SNJ, CFDT), d'associations (Acrimed, Profession pigiste) et d'autres qu'on oublie certainement. Si vous les lisez avec attention, vous pourrez y constater que les propositions alternatives abondent, dans pratiquement tous les domaines qui conditionnent la vie des journalistes, l'exercice de leur métier et la qualité du service rendu à la population. C'est, pour en rester à l'essentiel,

- la mise en œuvre de lois contre la concentration de la presse dans les mains des milliardaires,
- la création d'un droit collectif d'opposition des rédactions aux décisions des propriétaires et actionnaires des médias,
- la refondation des aides publiques à la presse pour les réserver à des médias à but non lucratif (l'essentiel des aides, qui oscillent au total entre 580 millions et 1,8 milliards d'euros selon les aides qu'on fait entrer dans le calcul, va aujourd'hui massivement aux milliardaires qui possèdent les médias),
- la création d'un CSA réellement démocratique et faisant respecter réellement la charte de la profession,
- le retour et l'extension du CDI dans tous les organes de presse et le respect des droits liés au statut de pigiste pour ceux qui préfèrent y rester,
- la création de medias coopératifs, associant salariés, lecteurs, auditeurs, téléspectateurs
- l'instauration d'une protection véritable pour les lanceurs d'alerte ou bien encore d'un statut protecteur pour les kiosquiers indépendants des grands groupes,
- Etc, Etc.

Bref, tout cela pour dire qu'il faut cesser de croire au fameux TINA (« there is no alternative ») cher à Margaret Thatcher et tous ses suivistes jusqu'à Macron. Ce slogan, dominateur et trompeur, est totalement révolu, obsolète, dans la presse comme d'ailleurs dans de très nombreux secteurs, et il serait temps d'en prendre conscience.

Deuxième conseil : si vous ne voulez que tous ces efforts de réflexion, de proposition et de construction de médias réellement pluralistes et humanistes ne restent pas lettre morte, il est fondamental de construire les rapports de force qui, seuls, permettront de les faire passer dans la réalité. Pour cela, il faut que chacun sorte de son propre cas et apprenne, comme le disait un sociologue américain engagé (Wright-Mills), à voir dans les « épreuves personnelles » qu'il traverse « des enjeux collectifs de structure sociale ». Et il est donc indispensable d'aller vers les autres, de se fédérer dans sa profession comme avec les autres professions. Comme vous le savez, il y a en ce moment même une belle occasion à saisir. Ne la ratez pas ! (et ne nous sortez pas le coup du « gréviste » et de « l'usager »).

Voilà, on laisse maintenant la parole à qui veut, en privilégiant d'abord les interventions des journalistes, étudiants en journalisme, et des différents personnels de la presse. Et merci d'être le plus concis possible pour que chacun puisse intervenir... X va prendre les tours de parole...

Et après, comme vous avez pu le voir, on aura de quoi se restaurer et poursuivre les échanges autour du pot de l'amitié !